

PERDRE LE SUD

Décoloniser la solidarité internationale

MAÏKA SONDARJEE

Préface de Haroun Bouazzi

écosociété

TABLE DES MATIÈRES

Préface de Haroun Bouazzi	11
PROLOGUE – Trois histoires de mondialisation	15
INTRODUCTION – Décoloniser les relations Nord-Sud	28
PARTIE 1	
Impacts de l'ordre mondial institutionnalisé	
1 L'ordre mondial institutionnalisé	51
2 Grandeurs et misères de la coopération internationale	99
3 Alternatives à la coopération internationale	123
PARTIE 2	
Repenser la solidarité internationale et la transition	
4 L'internationalisme radical	157
5 Propositions politiques, innovations et actions directes	196
CONCLUSION – Se mobiliser pour mieux internationaliser	263
Remerciements	269

PROLOGUE

Trois histoires de mondialisation

L'ORDRE MONDIAL INSTITUTIONNALISÉ, qui comporte une série de relations sociales inégalitaires entre les pays, encourage la concentration de richesses dans les mains de quelques individus au détriment de *milliards* de personnes. Et la grande majorité de ces personnes lésées se trouvent dans des pays non occidentaux. Cet essai tire ses racines de la prémisse voulant que l'ordre mondial institutionnalisé non seulement permette, mais *encourage* la marginalisation des populations du(des) Sud(s) au nom du profit et de l'expansion d'un modèle économique capitaliste centré sur la primauté de l'Occident. Cette marginalisation se maintient à travers une triangulation de facteurs, soit l'exploitation ( conomique), la dépossession (des terres, des savoirs et des vécus) et l'oppression (raciale, genr e et sexuelle, notamment). L'ordre mondial institutionnalisé est également à l'origine d'innombrables problématiques qui affectent ces mêmes populations dans une configuration discriminatoire, que ce soit la crise climatique, les migrations forc es ou la stagnation des conditions de travail.

L'international est généralement trop peu considéré dans le vécu quotidien des populations occidentales. Il y a d'un côté ce qui se vit ici, et de l'autre tout le reste, ce qui se vit ailleurs, auquel trop peu d'entre nous réfléchissent activement. Pourtant, notre parcours, nos désirs, nos aspirations et tant d'aspects de nos vies quotidiennes sont directement tributaires du travail de personnes vivant à des milliers de kilomètres de nous. L'ordre mondial lie intimement les habitantes et habitants du Nord au vécu de celles et ceux qui vivent au Sénégal, en Indonésie ou en Bolivie, dans le « Sud global ». La plupart des conséquences résultant du mode de vie consumériste à l'occidentale, dont la crise climatique n'est qu'un exemple, sont externalisées vers des populations qui vivent majoritairement dans les régions qu'un vocabulaire obtus qualifie de « moins développées ».

Une observation rapide des inégalités économiques, politiques et sociales au niveau mondial indique que *l'emplacement géographique* est un des facteurs les plus importants pour déterminer le niveau socioéconomique, les opportunités et les conditions de vie. Dans un monde dominé par l'Occident, le lieu de naissance a un impact *majeur* sur la trajectoire de vie de tout un chacun. La crise de la COVID-19 nous a par exemple fait réaliser qu'un passeport pouvait faire la différence entre la vie et la mort. Les pays occidentaux ont fait des pieds et des mains pour rapatrier et offrir des fonds d'urgence à leurs citoyennes et citoyens, mais n'ont pas témoigné de la même sollicitude envers les travailleurs migrants agricoles ou les demandeurs d'asile qui travaillent dans des centres pour personnes âgées.

Il est donc évidemment faux de prétendre que *tous* possèdent les mêmes clés dans leur quête d'émancipation. Ainsi,

il est crucial de comprendre comment les inégalités entre populations des différents hémisphères sont encouragées par une multitude de règles et de relations sociales d'oppression. Il s'agit d'un devoir de justice face à celles et ceux qui permettent aux gens du Nord de s'épanouir de trouver des solutions afin d'ébranler l'ordre des choses. Les différents systèmes d'oppression et d'exploitation – capitaliste, hétéropatriarcal, racial, capacitiste, etc. – sont tous *étroitement* imbriqués aux *inégalités géographiques*. Différents vécus de personnes vivant dans les pays du Sud illustrent avec justesse l'impact de l'ordre mondial institutionnalisé.

Zeinab, travailleuse en Éthiopie

Le parc industriel d'Hawassa est un projet industriel gouvernemental, situé au sud d'Addis-Abeba, en Éthiopie. Une odeur de poussière plane autour des dizaines de gigantesques bâtiments gris où les travailleuses s'affairent quotidiennement. Une fois la journée commencée, il n'y a aucun signe de vie à l'extérieur. Il fait une chaleur étouffante, mais c'est pire à l'intérieur. Habiter sur le site coûte très cher, mais habiter loin n'est pas une option : le parc a été construit au milieu de nulle part.

Hawassa, c'est le symbole du développement pour le gouvernement éthiopien. Ce parc industriel est un des fleurons de la stratégie économique d'Addis-Abeba, qui a pour ambition d'attirer les investissements étrangers et d'augmenter ses exportations de textiles de 145 millions à 30 milliards de dollars dans les prochaines années¹. Dans

1. Aisha Salaudeen, « Ethiopia's garment workers make clothes for some of the world's largest clothing brands but get paid the lowest », *CNN*, 13 mai 2019.

les différentes usines qui composent le parc, des compagnies multinationales comme Levi's et Guess emploient environ 25 000 personnes, principalement des femmes. Parmi elles se trouve Zeinab Abibi². À 22 ans, Zeinab est partie de son village natal de Sodo un an plus tôt pour s'installer à Hawassa et travailler à l'usine de Calvin Klein pour un salaire mensuel de 28 \$. C'est en permettant aux investisseurs étrangers de payer des salaires aussi bas que le gouvernement a pu les convaincre d'installer leurs usines en Éthiopie plutôt qu'en Chine ou en Malaisie.

Avec le développement du parc industriel, le prix des logements a considérablement augmenté à Hawassa. Interdites de s'organiser en syndicats, les employées comme Zeinab peinent à faire valoir leurs droits. Les propriétaires des usines textiles refusent les demandes des employées portant sur l'augmentation des salaires ou la mise à disposition de logements abordables. Nouvelle maman d'une petite fille, Zeinab est installée devant une machine à coudre environ 10 heures par jour. L'environnement doit être gardé propre en tout temps et les quotas de pantalons à coudre par jour l'empêchent de prendre des pauses. Assise sur un tabouret toute la journée, son dos la fait souffrir.

Il arrive à Zeinab d'être en retard quand elle doit prendre soin de sa fille. Dès qu'elle arrive en retard, Zeinab a droit à des injures de la part de ses patrons. Elle a de la difficulté à s'adapter aux normes de productivité occidentales, à l'intensité des horaires. Le mois dernier, Zeinab s'est évanouie en raison de la ventilation défectueuse et des longues journées de travail. À plusieurs reprises, un supérieur

2. Personnage fictif.

immédiat s'est permis de lui toucher les seins à travers son chandail, mais elle n'a jamais dénoncé ces abus. Après un an et demi, elle se décide finalement à quitter l'usine, car son travail ne lui permet même pas de subvenir aux besoins de sa fille et de son mari sans emploi. Peu à peu, elle commence à se sentir complètement dépassée par sa situation. L'avenir semble bouché. Zeinab pense qu'il serait mieux pour elle de quitter le pays pour aller s'installer en Arabie saoudite, où des dizaines de milliers d'Éthiopiens, comme elles, migrent chaque année.

Malgré le désir du gouvernement de faire de l'Éthiopie un centre de l'industrie de la mode, cela ne s'est pas traduit par de meilleurs emplois pour les travailleuses. Selon une étude récente de la Stern School of Business affiliée à l'Université de New York, le salaire mensuel des travailleuses éthiopiennes, de 26 \$ en moyenne, se situe au bas de l'échelle des salaires dans l'industrie mondiale du textile, loin derrière la Chine (326 \$), l'Indonésie (280 \$), l'Afrique du Sud (244 \$) ou le Myanmar (95 \$)³. Les travailleuses restent en moyenne un an avant de quitter leur emploi, souvent par incapacité de se trouver un logement, quand ce n'est pas tout simplement par épuisement.

Dans la majorité des pays du Sud, les femmes⁴ moins fortunées sur le marché du travail sont cantonnées aux industries moins payantes et plus précaires, comme celle

-
3. Paul Barrett et Dorothee Baumann-Pauly, « Made in Ethiopia: Challenges in the Garment Industry's New Frontier », New York, NYU-Stern, Center for Business and Human Rights, mai 2019.
 4. Les différentes références aux similarités dans les situations d'inégalités vécues par des femmes des pays du Sud n'impliquent pas une quelconque homogénéité dans leurs expériences vécues. Malgré des tendances structurelles, les femmes « du Sud » constituent un groupe social extrêmement hétérogène.

du textile. Comme ces emplois demandent plus d'heures de travail et moins d'expertise, les femmes doivent se contenter de salaires moins élevés tout en subissant le harcèlement sexuel de la part de collègues ou de patrons. Il est en général facile pour des propriétaires d'entreprise d'imposer des conditions de travail minimales et d'exploiter le corps de ces femmes. Beaucoup d'abus sont rapportés chaque année dans les industries se trouvant dans des zones franches du libre-échange, comme dans les *maquiladoras* au Mexique⁵. Dans certaines usines, les femmes doivent se soumettre à des contrôles de maternité obligatoires et sont renvoyées lorsqu'elles tombent enceintes. Ailleurs, d'autres sont enfermées jusqu'à ce qu'elles remplissent leur quota de production. Il est arrivé au Mexique et en Chine que des dizaines de femmes périssent enfermées dans leur usine dans le cas d'incendie ou de tremblement de terre⁶. Dans ces usines, la mort rôde et les personnes vivant en Occident continuent trop souvent à porter leur jean Levi's sans trop se poser de questions.

Nizar et Fatima, migrants climatiques

À 60 ans, Nizar Padhel⁷ a toujours habité un village frontalier du nord-ouest du Bangladesh, où il cultive le riz avec sa femme Fatima et leurs 5 enfants. À la suite des

-
5. Les *maquiladoras* sont des zones de production exonérées des droits de douane, afin que les propriétaires d'usines puissent produire et exporter à moindre coût. Les premières *maquiladoras* ont été établies dans les années 1960, notamment au Mexique.
 6. Lydia DePillis, « Two years ago, 1,129 people died in a Bangladesh factory collapse. The problems still haven't been fixed », *The Washington Post*, 23 avril 2015.
 7. Personnage fictif.

inondations de 2017 dans le pays, 29 personnes ont perdu la vie et 200 000 ont dû quitter leur foyer. Parmi eux, Nizar et Fatima. Avec leurs enfants, ils ont dû se déplacer, leurs biens matériels imbibés par l'humidité, dans un camp situé près de la ville d'Assam, dans le nord-est de l'Inde. Peu de temps après, les trains de la région d'Assam ont dû cesser le service parce que les rails ont été inondés par des pluies torrentielles. Durant une année normale, la saison des pluies provoque des inondations pouvant couvrir de 25 à 70 % du territoire du Bangladesh⁸.

Quelques mois après leur arrivée en Inde, la famille Padhel a été forcée de se déplacer à nouveau, cette fois vers la capitale du Bangladesh, Dhaka. Nizar a commencé à conduire un rickshaw⁹ pour nourrir sa famille. N'ayant pas les moyens de se procurer un rickshaw à moteur, il a dû se résigner à acheter un véhicule plus rudimentaire qui se conduit comme un vélo et peut transporter jusqu'à quatre personnes. Évidemment, Nizar n'était pas entraîné à fournir chaque jour un tel effort physique, ce qui l'épuise. Puisque Nizar ne fait pas beaucoup d'argent, Fatima doit s'occuper de trouver des manières alternatives pour soigner ses enfants, pour cuisiner. Elle part souvent à la recherche de matériaux dans les dépotoirs et a enseigné à ses trois filles à mendier tandis que ses deux garçons vont à l'école. Le gouvernement du pays n'a pas les moyens financiers et logistiques de gérer l'urbanisation rapide de Dhaka ni de fournir des biens de base aux nouveaux arrivants, ne

8. Marjolaine Martel-Morin, Hugo Maurer et Tariq Rami, « Module 2 – Changements climatiques et migration », Projet FOURMIS – Université de Montréal, 2018.

9. Véhicule de type tricycle à volition humaine ou à moteur, utilisé pour le transport de personnes.

serait-ce que l'eau potable. Des millions de Bangladeshis comme Nizar et sa famille sont confrontés au choix de cultiver une terre de plus en plus aride, d'habiter dans des camps de réfugiés en raison des inondations ou de migrer à Dhaka, où le libre-échange a conduit de multiples industries occidentales à s'installer et à œuvrer dans des conditions souvent douteuses.

Dire de la capitale du Bangladesh qu'elle a une forte densité de population est un euphémisme : pour s'en rendre compte, il suffit de parcourir cette mégapole, la plus surpeuplée du monde. Les jeunes hommes s'empilent sur les toits des trains. Des centaines de vélos, de motos et d'animaux se partagent les routes mal pavées et un chaos organisé règne entre les bazars et les vendeuses de thé sur l'accotement. Plus de 44 500 personnes se partagent chaque kilomètre carré de la ville de Dhaka¹⁰. Contrairement à d'autres villes densément peuplées comme New York ou Singapour, qui se construisent en hauteur, les habitantes et habitants de Dhaka s'empilent les uns sur les autres, augmentant ainsi les risques d'épidémies et de morts accidentelles. En outre, plus les villes tendent vers le surpeuplement, plus les inégalités de richesse et de qualité de vie augmentent, puisque les riches ont les moyens de s'établir en banlieue fermée, avec un accès à tous les services¹¹.

L'histoire de Nizar et Fatima est loin d'être unique. Bien que la terminologie de réfugiés ou migrants climatiques tarde à entrer dans le vocabulaire du droit international,

10. Callum Brodie, « These are the world's most crowded cities », World Economic Forum, 22 mai 2017.

11. Euromonitor International, « The World's Largest Cities Are The Most Unequal », Euromonitor International, 2011, <<https://blog.euromonitor.com/the-worlds-largest-cities-are-the-most-unequal>>.

des milliers de personnes des pays du Sud quittent leur foyer chaque année à cause d'inondations répétées, de sécheresses et de catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes. Entre 500 000 et 1 million de Bangladeshis sont forcés de se déplacer annuellement en raison de l'érosion des berges. Ils se réfugient soit à l'intérieur du pays soit dans un pays voisin¹². Lorsque les inondations amènent de l'eau saline sur les berges, les cultures sont très souvent ruinées et les sols contaminés, forçant les cultivateurs à se déplacer même si leur terre n'a pas été complètement engloutie. C'est cela ou risquer leur vie de manière encore plus aiguë. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), les changements climatiques pousseront 120 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030, principalement dans les pays du Sud¹³.

Le monde se dirige inexorablement vers un apartheid climatique. D'un côté, des foyers de classe moyenne du Nord qui peuvent se payer un havre de paix climatisé et les ultra-riches des bunkers sécurisés ou des îles privées dans le cas d'un effondrement généralisé. De l'autre, des communautés du Sud déjà inondées ou qui peinent à cultiver le sol en raison du manque d'infrastructures pour résister aux sécheresses répétées. Alors que la Somalie était aux prises avec des vagues de chaleur extrême en 2017, des centaines de personnes périssaient des suites de la faim et de la diarrhée causée par l'eau stagnante. Environ 1 000 autres décédaient après avoir bu de l'eau contaminée par le choléra alors qu'elles se déplaçaient pour trouver de

12. Marjolaine Martel-Morin, Hugo Maurer et Tariq Rami, « Module 2 – Changements climatiques et migration », *op. cit.*

13. « World faces 'climate apartheid' risk, 120 more million in poverty: UN expert », New York, United Nations, 25 juin 2019.

la nourriture¹⁴. Au même moment, la Californie vivait l'une des pires sécheresses de son histoire: des incendies ont consumé des millions d'arbres et des dizaines de personnes ont été hospitalisées en raison de la chaleur. Or *personne n'est mort*. La différence est notable. La sécheresse en elle seule ne provoque pas la famine. Elle le fait *si et seulement si* elle est accompagnée de pauvreté extrême, d'insécurité politique et/ou d'infrastructures déficientes. Alors qu'il y avait une sécheresse en Californie, il est intéressant de noter que cet État américain continuait à produire environ 80 % des amandes consommées mondialement, surtout sachant que la production d'une seule noix nécessite près de 4 litres d'eau¹⁵. La Somalie n'avait pas ce choix; cette eau, elle n'aurait jamais pu la trouver nulle part. Elle n'en avait pas les moyens.

Máxima, une Autochtone contre une minière internationale

Haute de ses quatre pieds et demi, Máxima Acuña Atalaya¹⁶ arbore un chapeau traditionnel au large rebord. N'étant jamais allée à l'école, elle cultive la patate et élève des cochons d'Inde avec son mari Jaime dans les Andes péruviennes. Ses enfants, une fille et un garçon, sont partis vivre dans la capitale, Lima. Après de nombreuses années à économiser sur les revenus de la terre et sur ceux de la vente

14. «Hundreds of Thousands of Somalis Displaced by Drought, Conflict», *Voices of America*, 30 juillet 2017.

15. Tom Philpott et Julia Lurie, «Here's the Real Problem With Almonds», *New Republic*, 31 décembre 2015.

16. Contrairement aux deux exemples précédents, Máxima Acuña Atalaya n'est pas un personnage fictif.

des vêtements autochtones qu'elle tisse à la main, Máxima et Jaime ont réussi à se procurer 27 hectares de terre.

En 2011, en plus d'adoucir les réglementations environnementales pour permettre aux compagnies privées d'exploiter les ressources de la région, le gouvernement péruvien a vendu 7 400 acres de terrain à la compagnie minière américaine Newmont, qui s'est associée à la compagnie péruvienne Buenaventura¹⁷. Newmont et Buenaventura possèdent Yanacocha, située dans le département péruvien de Cajamarca. Il s'agit de la quatrième plus grande mine d'or du monde. Ces compagnies avaient l'intention de continuer l'exploration minière dans la région. Newmont a notamment conçu le plan de la mine d'or Conga, qui prévoit de drainer quatre lacs pour permettre l'entreposage de déchets toxiques. Deux de ces lacs se trouvent sur la terre de Máxima. La Société financière internationale, une branche de la Banque mondiale, a prêté 150 millions de dollars à Newmont et Buenaventura pour la réalisation du projet Conga.

Revenons à Máxima. Elle a refusé de vendre sa terre où elle a élevé ses enfants. Ce refus l'a entraînée dans une bataille juridique. C'est David contre Goliath. Lors de leurs journées de congé, des policiers péruviens sont autorisés à travailler pour Newmont. Ils ne se sont pas gênés pour utiliser des techniques d'intimidation sur Máxima et sa famille : on les a autorisés à le faire. Ils ont détruit son champ de patates, ont tué son chien d'élevage, saccagé sa propriété et battu sa fille, qui était de passage pour aider sa mère. Le lendemain de ces attaques, des policiers en

17. Dan Collins, « Goldman prize winner: "I will never be defeated by the mining companies" », *The Guardian*, 19 avril 2016.

uniforme sont revenus voir Máxima pour rédiger un rapport d'incident.

Une chaîne de solidarité s'organise en soutien à Máxima. En 2012, cinq manifestants ont été tués par les autorités péruviennes lors d'une manifestation publique pour elle. Plus tard la même année, après avoir permis à d'autres manifestants de camper sur sa terre, Máxima a été condamnée à payer 200 soles (environ 80 dollars canadiens), à quitter sa terre dans les 30 jours et à purger une peine de trois ans de prison pour avoir «squatté» la terre de Newmont. Il s'agissait pourtant de sa propre terre. Elle a perdu deux appels successifs devant des cours régionales, pour finalement obtenir gain de cause devant la Cour suprême du Pérou, avec l'aide d'une avocate ayant décidé de la représenter gratuitement, celle de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et d'Amnistie internationale. La lutte de Máxima a fait le tour du monde. En 2017, Máxima a remporté le prestigieux prix Goldman, accordé annuellement à des défenseurs de l'environnement répartis en six régions géographiques. Un an plus tard, la Banque mondiale a vendu ses parts de la mine de Yanacocha, sans préavis.

En 2019, Newmont est devenu le plus grand producteur d'or du monde et Cajamarca, la région la plus pauvre du Pérou¹⁸. En 2018, une cour américaine a refusé d'entendre la cause de Máxima contre Newmont et la compagnie a depuis intenté un recours civil contre Máxima et sa famille pour l'acquisition de sa terre. Le procès pourrait durer une dizaine d'années. Depuis près d'une décennie, Máxima se bat sur tous les fronts: dans des cours de justice, sur son champ de patates, dans la rue. L'histoire de Máxima est une

18. Voir le documentaire *Máxima: This Land of Mine*, de Mariel Sosa (2018).

histoire de lutte autochtone, paysanne, environnementale et féministe contre l'extractivisme sous toutes ses formes. Un extractivisme qui exploite la terre pour ses richesses et qui exporte ces richesses au plus offrant en laissant les communautés locales appauvries¹⁹. Máxima résiste sans violence pour protéger sa terre contre l'accaparement et la destruction. Elle résiste pour protéger sa famille, pour le droit à l'eau et le droit à la vie.

19. Yves-Marie Abraham et David Murray (dir.), *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*, Montréal, Écosociété, 2015.